



**ARRÊTÉ**  
**ST/SI N° A/056**  
**occupation temporaire du domaine public**

**Le Maire de la Ville de Hagondange**

**VU** l'article L.2542-2 du Code Général des Collectivités Territoriales concernant les attributions et l'exercice des pouvoirs de police du Maire,

**VU** l'article L.2213-1 du Code des Collectivités Territoriales relatif à l'exercice des pouvoirs de police du Maire en matière de circulation,

**VU** les textes réglementaires constituant le Code de la Route, applicables en matière de circulation routière,

**VU** la demande présentée par Madame LAMBERT Stéphanie tendant à obtenir l'autorisation d'occuper le domaine public, afin d'effectuer un déménagement au 37 rue Voltaire à Hagondange,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de prendre des mesures afin de permettre à ce déménagement de se dérouler en toute sécurité,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>** : Madame LAMBERT Stéphanie est autorisée à occuper le domaine public devant le 39 rue Voltaire (2 places de stationnement en zone bleue parallèle à la voirie) avec une camionnette le 2 mars 2024. Madame LAMBERT Stéphanie devra s'assurer que la camionnette soit garée de sorte que, portes ouvertes, le déménagement s'effectue sur le trottoir et non pas, ni sur la voirie, ni sur le trottoir le long du mur pour ne pas entraver le passage des véhicules ou des piétons.

**Article 2** : Dans le cadre des mesures de sécurité exigées en matière d'occupation du domaine public, il lui appartiendra, d'apposer les panneaux réglementaires de signalisation, d'aménager un passage pour piétons (si nécessaire), de ne pas gêner la circulation dans la rue et de se garantir contre tout risque d'accident.

**Article 3** : Tout véhicule en infraction sera verbalisé et mis en fourrière, en vertu des articles R 417-10§II 10° et R 417-10§V du Code de la Route.

**Article 4** : En application des dispositions du décret n° 83.1025 du 28 novembre 1983, cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif dans le délai de 2 mois suivant la notification à l'intéressé.

**Article 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Commissaire de Police, Madame LAMBERT Stéphanie sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hagondange, le 27 février 2024

Le Maire

Vice-Présidente du Conseil Départemental  
de la Moselle

**Valérie ROMILLY**

